

fermement dans le Ladakh oriental. Ils ont conservé en outre l'avant-poste de Longju dans le NEFA, depuis qu'ils s'en sont emparés en août dernier. Ces infiltrations (surtout dans l'ouest) ont été facilitées par un réseau de communications supérieur au réseau de l'Inde. La route qui passe par Aksai-Chin leur a aussi rendu les choses plus faciles. Cette route (tronçon de la grande route du Sino-Kiang au Tibet) a fait l'objet d'une note rédigée en octobre 1958 par le Gouvernement de l'Inde. Dans cette note, le Gouvernement de la Nouvelle-Delhi signalait que la région avait toujours appartenu à l'Inde et exprimait sa surprise que la Chine n'ait pas cru bon de demander au Gouvernement indien la permission d'aménager la route, ni même d'avertir de son intention de le faire. Cette prise de position fort modérée a été celle du Gouvernement indien quant aux conflits de frontières jusqu'à une époque très récente. Sur le plan concret, l'attitude indienne a témoigné de la même modération; des postes avancés peu importants et dispersés n'ont été occupés que par la police civile de la frontière, et souvent pendant l'été seulement; il n'y a que des routes incomplètes et trop peu nombreuses pour relier la région en cause au reste du pays et améliorer les communications avec la Nouvelle-Delhi. En novembre, M. Nehru a dit qu'il était regrettable qu'une route allant de Srinigar dans le Cachemire, à Leh, la capitale du Ladakh, ne soit qu'à moitié terminée. Il a indiqué que le génie militaire de l'Inde s'était vu confier les travaux après que les ingénieurs gouvernementaux du Cachemire eussent été accusés de détournements de fonds. Les renseignements détaillés sur l'affaire du 21 octobre ne furent connus à la Nouvelle-Delhi que 48 heures plus tard, et les Chinois avaient eu le temps de soumettre au Gouvernement de l'Inde leur version de l'affaire.

A la fin d'août 1959, en réponse aux questions qui lui avaient été posées par certains membres du Parlement indien, M. Nehru aborda publiquement la question des frontières. Il brossa une fresque de luttes armées et d'infiltrations remontant à 1954 et qui, depuis trois mois, ont pris une tournure grave. Le 28 août 1959, après la saisie de Longju par la Chine, le Gouvernement de l'Inde envoya une note au Gouvernement chinois. Cette note disait notamment :

Le Gouvernement de l'Inde proteste vigoureusement contre les violations répétées du territoire indien par les forces armées chinoises. Jusqu'à présent le Gouvernement de l'Inde avait fait montre d'une grande discrétion au sujet de ces incidents, en dépit de l'anxiété que le peuple et le Parlement indiens éprouvent au sujet de la sécurité de la frontière septentrionale de l'Inde. Le Gouvernement de l'Inde demande instamment une fois encore aux autorités chinoises de donner à toutes leurs forces à la frontière des instructions leur défendant de violer le territoire indien . . . Le Gouvernement indien estime que tous ces déploiements de forces sont superflus. Si le Gouvernement chinois pense que certains points de la frontière internationale ne sont pas justement établis, le différend pourrait être aplani par des négociations entre les deux gouvernements, plutôt que par l'emploi unilatéral de la force.

En conclusion, la note reprenait l'opinion exprimée par M. Nehru dans sa lettre du 22 mars à M. Chou En-lai, dans laquelle il disait que, sauf erreur, la Chine avait accepté que les parties intéressées respectent le *statu quo* existant avant les disputes récentes, et qu'elles renoncent à toute action unilatérale pour faire triompher ce qui pourrait leur sembler une juste cause.